

M. Baldwin: Le ministre n'a pas répondu à la dernière partie de ma question. Le gouvernement a-t-il l'intention de commencer par renvoyer à un comité le sujet du bill, comme de toute autre mesure détestable, afin d'obtenir une meilleure mesure législative?

L'hon. M. Macdonald: Non, monsieur l'Orateur. Ce n'est pas non plus un bill détestable.

[Plus tard]

LA QUESTION DE L'EMPRISE ÉTRANGÈRE

M. Lorne Nystrom (Yorkton-Melville): Oui, monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question reliée à celle que j'ai adressée au ministre suppléant de la Consommation et des Corporations. Puisqu'on annonce la remise en vigueur de la loi sur la concurrence, le ministre, ou le secrétaire parlementaire, peuvent-ils nous dire si le bill comprendra des dispositions relatives à la propriété étrangère.

[Plus tard]

L'hon. M. Macdonald: Monsieur l'Orateur, je n'ai pas saisi la première partie de la question du député de Yorkton-Melville. Je ne suis pas en mesure d'y fournir une réponse mais, dès le retour de mon collègue à Ottawa, j'attirerai son attention sur cette proposition.

* * *

QUESTIONS OUVRIÈRES

LE DROIT DE GRÈVE DANS LES SERVICES ESSENTIELS

L'hon. Paul Hellyer: Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre du Travail. Voudrait-il songer à déposer immédiatement à la Chambre un projet de loi tendant à retirer le droit de grève dans tous les services essentiels qui relèvent de l'administration fédérale et à y substituer le principe de droit, en englobant le service téléphonique et le contrôle du trafic aérien?

L'hon. Bryce Mackasey (ministre du Travail): Monsieur l'Orateur, l'honorable représentant devrait savoir que le contrôle du trafic aérien ne relève pas du ministre du Travail, mais de la fonction publique. Quant à savoir si nous pouvons nous passer du service téléphonique pendant un mois, cela dépend, bien entendu, de l'usage qu'on en fait. Et quant à savoir si je vais déposer un projet de loi contre les travailleurs pour satisfaire les désirs de l'honorable représentant, la réponse est un non catégorique.

L'hon. M. Hellyer: Le ministre ne pense-t-il pas que les citoyens ont le droit d'obtenir continuellement les services essentiels?

Des voix: Bravo!

M. l'Orateur: A l'ordre. Il est évident que le député et le ministre brûlent d'entamer un débat, mais je ne crois pas que ce soit le moment.

[L'hon. M. Macdonald.]

LA SITUATION ÉCONOMIQUE

LA POLITIQUE EN MATIÈRE D'INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS ET LES RAPPORTS COMMERCIAUX AVEC LES É.-U.

M. Gordon Ritchie (Dauphin): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser au premier ministre une question au sujet de ce qu'il a dit d'une déclaration de la politique gouvernementale à l'égard des capitaux étrangers qui pourrait être faite avant la fin de l'année. Le gouvernement étudie-t-il actuellement de façon intensive les choix qui s'offriraient au Canada dans le domaine de ses rapports économiques avec les États-Unis et qui iraient, par exemple, d'une entente comme l'Accord sur l'automobile à une union douanière comme le propose le premier ministre de Colombie-Britannique?

• (3.10 p.m.)

* * *

L'EXPANSION ÉCONOMIQUE RÉGIONALE

LES RAISONS DU DÉMÉNAGEMENT DE L'AEROVOX CANADA LIMITED DE HAMILTON DANS UNE AUTRE PROVINCE

[Français]

M. Colin Gibson (Hamilton-Wentworth): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question à l'honorable ministre de l'Expansion économique régionale.

La politique de ce ministère a-t-elle été la cause du départ d'une industrie de la ville de Hamilton vers une région pauvre du Canada? Par exemple, une somme d'argent a-t-elle été versée à l'Aerovox Canada Limited, comme le maire de Hamilton l'aurait dit, si l'on en croit une nouvelle parue hier dans le journal *Hamilton Spectator*?

[Traduction]

L'hon. Jean Marchand (ministre de l'Expansion économique régionale): Monsieur l'Orateur, je ferai le même effort en répondant en anglais, espérant être aussi clair que la question posée. Il n'est pas douteux que la décision de fermer l'usine Aerovox de Hamilton a été prise avant même que la demande en ait été faite à mon ministère.

M. Donald MacInnis (Cape Breton-East Richmond): Monsieur l'Orateur, j'ai une question supplémentaire que j'adresse au ministre et également à l'auteur de la question. Savent-ils que la question et la réponse constituent une critique du premier ministre Regan et de son gouvernement?

QUESTION POSÉE AU CABINET

[Français]

M. René Matte (Champlain): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question au très honorable premier ministre.

Est-ce que la version française du comité du Sénat sur la pauvreté a été déposée?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur le président, je n'ai pas compris la question. L'honorable député pourrait-il la répéter?